

**PROJET DE RECHERCHE**

**LA REVOLUTION ETHIOPIENNE (1974-1978)**

**PRESENTE PAR**

**NEGEDE GOBEZIE**  
**(DOCTEUR EN DROIT - BACHELOR OF ARTS IN ECONOMICS)**

**MARS 1987**

I. CONTEXTE

Pour mieux saisir l'ampleur des mutations et comprendre les violences sur fond d'anarchie qui ont secoué le pays depuis 1974, il faut tenir compte du fait qu'à la veille de la révolution, l'Ethiopie était un des rares exemples d'une société moyenâgeuse en plein vingtième siècle. C'est sur un terrain peu propice au changement qu'un mouvement révolutionnaire fait littéralement irruption sans que personne ni aucune force politique ne soit préparée à l'affronter ou à la diriger. En parlant des soubresauts qui ont suivi, on n'insistera jamais assez sur le fait que le mot ABYOT (révolution) ne sortira des cercles d'une minuscule minorité pour entrer dans des millions de foyers qu'avec la révolution elle-même.

Au début des événements, deux forces au poids absolument inégal se dressent l'une contre l'autre.

D'un côté une monarchie de droit divin, une Eglise officielle et toute puissante qui dispose, depuis la restauration dite 'salomonienne' survenue au XIIIème siècle, du tiers du territoire du pays et une classe féodale archaïque qui vivaient tous du travail des millions de paysans à qui ils réclamaient jusqu'à 75% des récoltes. Bénéficiant de l'inertie du monde rural et surtout ne voyant rien venir l'ancien régime refusait toute idée de retouche du système séculaire en place.

Face au régime impérial, un mouvement d'opposition animé essentiellement par les lycéens et étudiants (et ceci en dit long sur l'extrême sous-développement de la vie politique du pays) et des petits groupes d'opposition clandestins encore mal dégagés du monde étudiant dont ils sont issus. Scandalisée par une société qu'elle considère comme une caricature de l'injustice, cette

génération sera très vite gagnée à l'idéologie marxiste dont les analyses et perspectives lui semblent coller à merveille à la société éthiopienne. Prête à toutes les ruptures, elle rejette en bloc la société féodale.

Entre ces deux forces, ou plutôt ces deux mondes, il n'existe aucune couche d'interposition capable d'amortir le choc en proposant et en imposant au pays une alternative réformatrice un tant soit peu crédible.

C'est donc dans ce vide vertigineux que viennent s'engouffrer, à l'aube de 1974, les séries d'explosions parties de revendications qualifiées de 'catégorielles' même si ce sont toutes les catégories de la société qui se mettent en mouvement.

Pour combler ce vide, beaucoup comptaient sur l'armée, considérée comme la seule force organisée apte à assurer une transition paisible vers une société plus viable. C'est effectivement ce qu'elle essaie de faire avec sa devise 'Ethiopie d'abord' qui cherche à asseoir le nouveau pouvoir militaire sur une double légitimité : celle de l'ordre et du renouveau.

Il ne faudra pas beaucoup de temps aux têtes pensantes du DERGUE (Comité militaire) pour s'apercevoir qu'en fait d'assise politique leur souci de cette double légitimité dans une société profondément déchirée et de plus en plus bipolarisée leur valait d'être suspendues au-dessus du vide. Et ce pour plusieurs raisons.

Tout le monde savait que, dans ce pays où, traditionnellement, le fusil était considéré comme un 'signe de virilité', il existait plus de trois millions d'armes individuelles aux mains de civils. Ce qui représentait 50 fois l'armement des militaires. L'impuissance de l'armée face à cette société dont tous les composants ou presque rejetaient toute idée de réforme, est aggravée par ses divisions et contradictions internes.

En fait d'esprit de corps, ce qu'on observe est plutôt l'acuité des rivalités en tout genre qui font de l'armée impériale une institution qui reflète, parfois jusqu'à la caricature, les déchirements de la société. En plus, l'avènement de l'armée de métier et les nécessités de la modernisation ont ouvert la voie aux jeunes instruits issus de la petite bourgeoisie urbaine. Depuis les années 60, l'échec scolaire et le chômage ont obligé des milliers de jeunes à rejoindre l'armée pour y occuper des postes subalternes. Tout ceci fait qu'à la veille de la révolution l'armée impériale était une institution étrangère au système pour la défense duquel elle a été conçue. Ceci d'autant plus que les fils de bonne famille échappaient au recrutement pour les académies militaires du pays en faisant jouer des relations ...

Dans ces conditions, la majorité des jeunes officiers et de soldats n'éprouvaient pas beaucoup de difficultés à se laisser entraîner par la société qui, elle même emportée par une dynamique incontrôlable, bascule de plus en plus 'à gauche'.

Au terme d'une période d'effervescence qui a duré sept mois, l'Empereur Haile Selassie Ier, au pouvoir depuis 1916, est déposé en septembre 1974 sans effusion de sang. La communauté internationale, sensibilisée par la grande famine de 1973/74, applaudit ce parcours sans faute des militaires et approuve ce que les médias occidentales appellent 'la révolution polie'. Pas pour longtemps.

Deux mois plus tard vient le temps des pelotons d'exécution. Le 23 novembre 1974, 60 personnalités de l'ancien régime sont sommairement passées par les armes pour 'crime contre le peuple éthiopien'.

Avec ce baptême du sang, les discours sur le 'changement dans l'ordre et la continuité' sautent de façon on ne peut plus dramatique. Les dignitaires encore en liberté allument un peu

partout des foyers de rébellion armée. Les opposants progressistes condamnent ces exécutions et demandent le retour à un gouvernement civil.

Pour les militaires au pouvoir, il ne reste désormais qu'une légitimité et une seule : celle de la radicalisation à outrance et de la politique de table rase conçues à la fois pour couper l'arbre sous les pieds de la résistance féodale et pour lâcher du lest à l'opposition démocratique.

Des mesures simples, sans nuance et parfois expéditives viennent s'attaquer de front à tout ce que l'Ethiopie impériale comptait comme valeurs et idéologie, à ses structures politiques, économiques et sociales, même si tout cela constituait un saut dans l'inconnu.

Début 1975, une proclamation agraire abolit le système féodal et nationalise toutes les terres rurales qui deviennent désormais 'propriété collective du peuple éthiopien'. En l'absence de toute organisation politique disposant des cadres nécessaires pour couvrir tout le pays, la proclamation permet aux paysans de s'organiser en associations et de procéder eux-mêmes à la distribution des terres confisquées aux anciens propriétaires. Il y aura 25,000 associations regroupant 7 millions de familles paysannes.

L'histoire qui suit sera essentiellement celle d'une guerre civile aussi cruelle que confuse. Au bout de trois ans, les paysans, animés par les étudiants et de jeunes intellectuels, mettront un terme au système féodal séculaire, dont l'élite perd tout en terme de richesses économiques, de pouvoir politique et de primauté sociale.

Avec cette défaite de l'ancien régime, la violence change de nature et, surtout, se déplace vers les centres urbains. C'est le début de la période de terreur qui met aux prises les tombeurs de

l'empire. Ce qui s'engage est une lutte meurtrière entre un pouvoir démocratique animé par les associations paysannes, syndicales et urbaines, nées des ruines des anciennes structures politiques et une nouvelle bureaucratie civile et militaire constituée elle aussi dans les tumultes des premières années de la révolution.

C'est dans ce contexte que survient, à partir du mois d'avril 1977, l'intervention soviétique qui vient prêter main forte à l'entreprise de 'normalisation' déjà entamée par le gouvernement militaire. La mise au pas de la société sera acquise au prix d'une répression sans précédent dans l'histoire du pays et de la décapitation de toute une génération d'intellectuels, de syndicalistes, de leaders paysans et de jeunes animateurs du mouvement de février.

Si dans sa période ascendante, le mouvement démocratique lassait l'opinion internationale au point de ne plus mériter d'autres analyses que celles, sommaires, qui dénonçaient le 'chaos' et l'anarchie, l'agonie et la défaite de la révolution seront perçues comme simple toile de fond à d'autres événements considérés plus importants et notamment à la vaste redistribution des cartes dans les alliances internationales survenue dans la Corne de l'Afrique.

\* \* \* \*

Le phénomène qui frappe le plus tous ceux qui ont vécu ces événements de l'intérieur, c'est le contexte d'isolement et d'incompréhension dans lequel la révolution éthiopienne a évolué. Alors que les mutations qu'elle a occasionnées sont au moins aussi profondes que celles d'autres révolutions du vingtième siècle, le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas bénéficié d'un soutien massif de la part de ce qu'on peut appeler l'opinion progressiste mondiale.

La raison principale de cet isolement nous semble être ce que René Lefort, dans son livre 'la révolution hérétique', appelle une 'introversion fondamentale' de celle-ci. En effet, les réalités de la société éthiopienne étaient peu ou pas connues du monde extérieur. Du temps de l'Empire on ne retenait de ce pays que des aspects pittoresques. Les imageries impériales et les mythes moyenâgeux entretenus en occident masquaient le vécu quotidien d'un peuple qui faisait justement les frais de ces images d'Epinal.

Or, les explosions de 1974 sont parties des conflits internes à la société éthiopienne. Il n'y avait pas, comme dans d'autres pays du tiers monde, une lutte anti-coloniale. L'aspect 'anti-impérialiste' de cette révolution n'était qu'accessoire dans la mesure où la présence américaine dans l'Ethiopie du NEGUS était plus une emprise stratégique et militaire qu'une pénétration économique de nature à modifier les structures socio-économiques de la société traditionnelle. Cette révolution était essentiellement anti-féodale, au point qu'elle s'accommodait tant bien que mal de la présence des Américains avec lesquels les accords de défense en vigueur depuis 1952 étaient maintenus jusqu'au mois d'avril 1977.

Cette donnée fondamentale échappait à beaucoup d'observateurs étrangers qui prétendaient juger ce mouvement sur le seul critère de 'l'anti-impérialisme'. Cela a suffi à conférer un parfum d'hérésie au combat qui se mène dans ce pays d'autant que pour les milieux progressistes internationaux, les jeunes qui se hissaient à la tête du mouvement étaient, pour ainsi dire, inconnus au bataillon.

Pendant les années 60 et au début des années 70, les opposants éthiopiens se trouvant à l'étranger évoluaient dans les milieux estudiantins. Les contacts des deux principales organisations - le Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiope (PRPE) et le

Mouvement socialiste Panéthiopien (MEISONE) - n'allaient pas au-delà de ceux noués avec les groupuscules gauchistes. Le PRPE surmontera ce handicap après le début de la révolution et s'imposera très vite comme 'le' mouvement progressiste du pays. Mais sa politique d'opposition totale au régime militaire qu'il qualifie de 'fasciste et de suppôt de l'impérialisme américain' n'allait pas tout à fait dans le sens d'une meilleure compréhension des événements d'Ethiopie. Le MEISONE qui, lui, préconise une politique de 'soutien critique' aux militaires ne fera pas grand-chose pour briser cet isolement. La quasi totalité de ses militants se trouvant à l'étranger seront rappelée au pays pour remédier au manque de cadres politiques qui s'y fait sentir ...

La voie est donc libre à tous ceux qui veulent mettre à profit cette méconnaissance pour dénoncer ce qu'ils présentent comme une dictature fasciste et sanguinaire parée de fumeuses phraséologies révolutionnaires.

C'est que cette révolution vient brouiller beaucoup de cartes dans la région. Les Erythréens et le gouvernement somalien, bien introduits dans les milieux progressistes et fort de leurs alliances avec le bloc soviétique et les mouvements progressistes arabes, sont gênés par l'ascension du Colonel Mengistu Haile Mariam, qui prend par ailleurs la tête des forces nationalistes intransigeantes sur le problème de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays. Les choses étaient plus simples au temps où on dénonçait le régime féodal éthiopien 'allié de l'impérialisme et du sionisme'.

Le camp soviétique avait, en plus, ses raisons propres de se méfier et d'adopter une politique prudente qui lui éviterait de lâcher la proie pour l'ombre. Le mouvement est dirigé par des éléments qui, depuis des années 60, sont classés comme 'Maoïstes'. Pendant trois ans, les Soviétiques soutiendront, directement ou par Erythréens, Somaliens et Yéménites interposés, la politique de déstabilisation du gouvernement militaire, pour-

suivie par le PRPE.

A partir de mai 1977, un changement de rapports de force à Addis Abeba permettra leur intervention massive. Ils arriveront non seulement 'après la bataille' pour ce qui concerne le combat anti-féodal du peuple éthiopien mais aussi et surtout pour décerner un label d'authenticité révolutionnaire à un régime qui se dresse contre la révolution démocratique dans le pays. C'est alors que les forces 'anti-impérialistes' se trouvant dans la mouvance soviétique commenceront à faire l'éloge des 'acquis révolutionnaires' du peuple éthiopien.

Depuis 1978, d'autres événements - l'aggravation des conflits dans la Corne de l'Afrique, le problème des réfugiés, la famine et surtout les péripéties des rivalités Est-Ouest dans la région - ont accaparé l'attention du monde extérieur. Encore une fois, ce qui se passe à l'intérieur de ce pays est relégué au second plan. On en arrive à se demander si, comme le notait J.C. Guillbaud dans le journal 'Le Monde' en 1978, un étrange destin vouait ce pays à ne jamais être compris du monde extérieur.

L'ambition de l'ouvrage que nous nous proposons de réaliser sera de faire ressortir les grandes lignes des événements et des péripéties de la révolution. En livrant les analyses et points de vue de quelqu'un qui, depuis les années 60 a participé de très près au mouvement démocratique dans ce pays, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension de l'histoire récente de l'Ethiopie.